



MAÎTRISE D'OUVRAGE

PREFECTURE DE POLICE

Direction de l'immobilier et de l'environnement

Département construction – Secteur 3

1 bis Rue de Lutèce 75 195 PARIS cedex 04

MISSION de diagnostics et études structurels façade, clos et couvert/infrastructure pour les bâtiments A, B, D, G, H et I du site des CRS de Vélizy-Villacoublay.

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Cadre réservé à l'administration

Numéro de Marché :

Notifié le :

Titulaire :

Montant du marché : € TTC

Procédure de passation : marché à procédure adaptée.

Procédure de consultation passé en application de l'article L2123-1 et des articles R2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Acheteur : Le Préfet de Police ou son représentant – 1bis rue de Lutèce 75 195 Paris CEDEX 04

Adresse internet : <http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr>

Mois M0 (mois précédant le mois de remise des offres) : Novembre 2024

Code CPV : 71300000-1 : Services d'ingénierie.

Personne habilitée au sens de l'article R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique : Le Préfet de Police ou son représentant

Ordonnateur : Le Préfet de Police ou son représentant.

Référence de l'arrêté désignant le pouvoir adjudicateur signataire du marché : 2024-00339 du 13 mars 2024.

Comptable assignataire des paiements : Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile de France et du département de Paris.

Imputation budgétaire : 176 exercice 2024

Durée de validité de l'offre : l'offre à une durée de validité de **cent quatre-vingts jours (180 jours)** à compter de la date limite de réception des offres.

TABLE DES MATIERES

1.	IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS	3
1.1	ACHETEUR – MAITRE D'OUVRAGE.....	3
1.2	TITULAIRE.....	4
1.3	COTRAITANT	4
1.3.1	COTRAITANT N°1.....	5
1.3.2	COTRAITANT N°2.....	5
2.	OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
2.1	OBJET DU MARCHE.....	6
2.2	CONTEXTE DE LA MISSION	6
3.	CONSISTANCE DE LA MISSION	7
3.1	GENERALITES.....	7
3.2	DEROULEMENT DE LA MISSION.....	7
4.	DESCRIPTION DES MISSIONS	9
4.1	DESIGNATION DES INTERVENANTS.....	11
4.1.1	MAITRE DE L'OUVRAGE (MOA) ET CONDUITE DE L'OPERATION	11
4.2	DOCUMENTS CONTRACTUELS	11
5.	FORME DU MARCHE	13
5.1	MODE DE DEVOLUTION.....	13
5.2	TRANCHES OPTIONNELLES	13
5.3	VARIANTES.....	13
6.	CONTENU DES PRIX.....	13
6.1	NATURE DES PRIX.....	13
6.2	OFFRE DE PRIX	13
6.3	REPARTITION DES MONTANTS ET INDIVIDUALISATION DES PAIEMENTS EN CAS DE GROUPEMENT.....	14
7.	EXECUTION DU MARCHE	14
7.1	CONTENU DES PRESTATIONS.....	14
7.2	DEROULEMENT DE LA MISSION	14
7.3	DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	14
7.3.1	DUREE DU MARCHE	14
7.3.2	DELAIS D'EXECUTION DES MISSIONS	15
7.4	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
7.5	ACHEVEMENT DE LA MISSION	15
7.6	LIEU D'EXECUTION.....	15
7.7	MARCHE SIMILAIRE	15
8.	MODALITE D'EXECUTION DU MARCHE.....	16
8.1	REPRESENTANT DU TITULAIRE	16
8.2	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	17
8.3	CLAUSES DE REEXAMEN	17
9.	PENALITES.....	17
9.1	PENALITES DE RETARD.....	17
9.2	PENALITE POUR DEFAT DE CONFORMITE DU MARCHE	17
9.3	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE.....	17
9.4	PENALITES LIEES A DES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES.....	18
10.	REGIME FINANCIER	18
10.1	AVANCE.....	18
10.2	VARIATION DES PRIX	18
10.3	MODALITES DE PAIEMENTS.....	18

10.3.1	REPARTITION DES PAIEMENTS	18
10.3.2	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS.....	18
10.3.3	MODE DE REGLEMENT	19
10.3.4	DELAI DE PAIEMENT	20
10.3.5	REPARTITION DES PAIEMENTS	20
10.4	NANTISSEMENT ET CESSION DU MARCHE	20
11.	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	21
11.1	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE RELATIF AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES	21
11.2	PRIX DE LA CESSION DES DROITS	21
12.	DISPOSITIONS DIVERSES	21
12.1	SOUS-TRAITANCE	21
12.2	GARANTIE CONTRACTUELLE	21
12.3	ASSURANCES	22
12.4	STIPULATIONS DIVERSES.....	22
12.5	OBLIGATION DE VIGILANCE	22
12.6	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	23
12.7	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	24
12.8	RESILIATION	24
12.9	LITIGES ET CONTENTIEUX.....	25
13.	CONFIDENTIALITE.....	25
13.1	OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	25
13.2	CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	26
14.	MESURES DE SECURITE	26
15.	DEROGATIONS AU CCAG	27
16.	SIGNATURES.....	27
17.	NOTIFICATION.....	27
18.	NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE	29

1. IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS

1.1 ACHETEUR – MAITRE D'OUVRAGE

Chargé d'affaire :

David VU-SAINTONGE
david.vu-saintonge@interieur.gouv.fr
06 76 38 76 63

1.2 TITULAIRE

Compléter un tableau par cocontractant : copier cette page, joindre les copies et indiquer le nombre de pages supplémentaires : ____.

Le signataire, le mandataire :

Nom et prénom : _____

Qualité du signataire : _____

Adresse professionnelle : _____

Téléphone : _____

Télécopie : _____

Courriel : _____

*agissant pour mon compte : _____

*agissant pour le compte de la
société :
(indiquer SA, SARL, etc.) _____

Raison sociale : _____

Domicilié à : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

Dont le siège social est à : _____

Téléphone : _____

N° Siret : _____

Code NAF/APE : _____

Compte ouvert au nom de :

Domiciliation :

Code banque :

Code guichet : | | | | |

N° de compte : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Clé RIB :

Signataire :

- ☐ Signant pour son propre compte
- ☐ Signant pour le compte de la société
- ☐ Agissant en tant que prestataire unique
- ☐ Agissant en tant que membre du groupement défini ci-après :
 - ☐ Solidaire
 - ☐ Conjoint

1.3 COTRAITANT

Compléter un tableau par cocontractant : copier cette page, joindre les copies et indiquer le nombre de pages supplémentaires : ____.

1.3.1 COTRAITANT N°1

Nom et prénom : _____

Qualité : _____

Adresse professionnelle : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

*agissant pour mon compte : _____

*agissant pour le compte de la
société :
(indiquer SA, SARL, etc.) _____

Raison sociale : _____

Domicilié à : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

Dont le siège social est à : _____

Téléphone : _____

N° Siret : _____

Code NAF/APE : _____

Compte ouvert au nom de : _____

Domiciliation : _____

Code banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

--	--

1.3.2 COTRAITANT N°2

Nom et prénom : _____

Qualité : _____

Adresse professionnelle : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

*agissant pour mon compte : _____

*agissant pour le compte de la
société :
(indiquer SA, SARL, etc.) _____

Raison sociale : _____

Domicilié à : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

Dont le siège social est à : _____

Téléphone : _____

N° Siret : _____

Code NAF/APE : _____

Compte ouvert au nom de :

Domiciliation : _____
 Code banque : _____
 Code guichet : _____
 N° de compte : _____
 Clé RIB : _____

2. OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

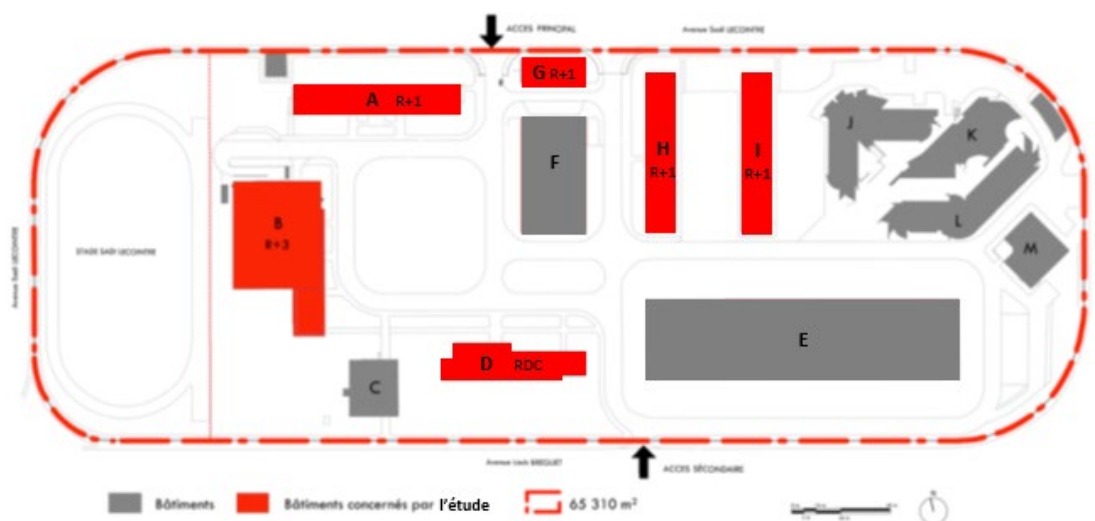
2.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché, régi par le présent AE-CCP, est un marché public de prestation intellectuelle relatif à la mission de diagnostic et d'étude sur les structures existantes (façade, en clos et couvert/infrastructure) des bâtiments A, B, D, G, H et I du site des CRS à Vélizy.

Il est conclu entre :

- La personne publique désignée à l'article 1.1 du présent document, dénommée « acheteur – maître d'ouvrage »,
- Et le titulaire du marché désigné à l'article 1.2 du présent document, dénommé « titulaire ».

2.2 CONTEXTE DE LA MISSION



L'objectif est de réaliser un diagnostic et une étude technique afin de déterminer si les structures des bâtiments A, B, D, G, H et I présentent des défaillances et de faire apparaître les principes structuraux du bâtiment afin de permettre de connaître votre avis sur la pérennité des structures et la sécurité au sein des CRS.

- Réaliser une campagne de reconnaissance comprenant des visites de site ;
- Recherche documentaire sur les dates de construction des bâtiments.
- Recherche documentaire sur les règlements de calcul au moment où le bâtiment était construit.
- Etude des caractéristiques physiques et mécaniques du béton par rapport à l'époque de la construction. Adaptation des normes de construction de l'immeuble aux normes actuelles.
- Relevés des sections des poutres poteaux.
- Réaliser une campagne d'investigations sur site comprenant un relevé visuel ;
- Déterminer l'état sanitaire des structures (présence d'humidité et autres).
- Réaliser les tests et sondages adéquats. Les carottages et sondages seront inventoriés sur un plan du site.

(Prévoir la remise en état après sondage)

- Réaliser toute investigation que le titulaire jugera nécessaire et essentielle à la bonne réalisation de la présente mission.

Vérification de la capacité portante des planchers suivant les résultats des sondages et en étant compte de la nature des planchers de leur épaisseur de la section des armatures des dalles de compression et des poutrelles.

- Vérification de l'état de conservation de l'ossature, des poteaux métalliques de la façade.
- Détermination de la nuance des aciers par un labo spécialisé.
- Vérification de l'état de protection des profilés métalliques : galvanisé ou pas.
- Précision sur les types de profilés ; HEA, UPN, IPE....
- Sondages des parois pour confirmer leur caractère porteur ou non.
- Vérification par calcul des contraintes et déformation dans les dalles et les poutrelles.
- Vérification de la solidité des ouvrages.
- Note de calcul justifiant les conclusions.
- Réaliser un rapport (avec photographies) de diagnostic des structures des bâtiments A, B, D, G, H et I.
- Réaliser un rapport supplémentaire (avec photographies) de diagnostic de la structure du bâtiment B.
- Reconstitution des plans de structure des 6 bâtiments A, B, D, G, H et I à partir des relevés que vous aurez à faire sur place.

3. CONSISTANCE DE LA MISSION

3.1 GENERALITES

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir, postérieurement à l'exécution de ses missions, d'une connaissance insuffisante des lieux et terrains, d'implantation des ouvrages, etc., et ne pourra prétendre à une majoration de prix ou rémunération complémentaire pour d'éventuels problèmes d'accès ou difficultés d'exécution. Le diagnostiqueur fournira des avis argumentés, fondés sur ses constats et ses analyses effectuées, en faisant référence aux cadres réglementaires.

Lors de la remise de l'offre de prix, l'entreprise est sensée avoir reconnu l'état des lieux et avoir apprécié les difficultés d'exécution. L'entreprise devra obligatoirement prévoir les accès des matériels de sondage sur le terrain sans toutefois le dégrader de manière importante.

Les prestations sont réputées inclure : installations de chantier, réalisation des excavations et des forages, confortements éventuels, les rebouchages soigneux réalisés avec le matériel et les produits adaptés et la remise des ouvrages dans leur état initial, les dispositifs de protection et de surveillance du matériel et des forages pendant les travaux.

Au vu de la vétusté et de l'historique des bâtiments, l'entreprise prend note que les plans des constructions ne sont que partiellement en possession de la maîtrise d'ouvrage. Les plans existants seront consultables par le candidat s'il en fait la demande.

L'entreprise s'assurera de la disponibilité des moyens nécessaires à la mise en station et à la bonne marche des appareils et à l'installation de son personnel.

3.2 DEROULEMENT DE LA MISSION

L'entreprise devra obligatoirement prévoir les accès des matériels de sondage sur le terrain sans

toutefois le dégrader de manière importante.

Aussi, et avant toute intervention, le diagnostiqueur doit s'assurer qu'aucune canalisation ou ouvrage aisément décelable ne se trouve à l'emplacement des sondages envisagés. Les prestations sont réputées inclure :

- L'installation de chantier,
- La réalisation des excavations et des forages les moins volumineux possible,
- Les confortements éventuels,
- Les rebouchages soigneux, réalisés avec le matériel et les produits adaptés et la remise des ouvrages dans leur état initial,
- Les dispositifs de protection et de surveillance du matériel et des forages pendant les travaux.

Ces investigations intègrent donc la totalité des opérations nécessaires à leur bonne réalisation.

Sondages :

Le prestataire veillera à répartir le type des sondages en fonction des objectifs recherchés et joindra à l'appui de son offre le schéma d'implantation des sondages envisagés ainsi que le détail des investigations que le laboratoire jugera nécessaire de mener.

Le prestataire qualifié, présent sur le site lors des épreuves, jugera au vu des résultats bruts obtenus, de l'utilité d'ajouter des investigations par rapport à la proposition de base afin d'obtenir des conclusions précises, avant repli du matériel, sans qu'aucune réclamation financière ne puisse être émise par ses soins.

Egalement, avant toute intervention, le diagnostiqueur doit s'assurer qu'aucune canalisation ou ouvrage aisément décelable ne se trouve à l'emplacement des sondages envisagés (cf. annexe 2 du CCTP : plan topographique avec emplacement des tampons des réseaux enterrés sur site).

Les prestations sont réputées inclure :

Le plan d'implantation des sondages (à tous niveaux des bâtiments) avec dates d'intervention et durées

L'installation de chantier,

- La réalisation des excavations et des sondages les moins volumineux possible,
- Les confortements éventuels,
- Les rebouchages soigneux, réalisés avec le matériel et les produits adaptés et la remise des ouvrages dans leur état initial,
- Les dispositifs de protection et de surveillance du matériel et des forages pendant les travaux.

Ces investigations intègrent donc la totalité des opérations nécessaires à leur bonne réalisation.

Remise en état par l'entreprise :

Après réalisation de la campagne et exécution de l'ensemble des sondages, l'entreprise devra réaliser le nettoyage et la remise en état des ouvrages, tout au moins le rebouchage de l'ensemble des trous laissés soit par les carottages, soit par les sondages (au burineur ou autres). Le degré coupe-feu ou la stabilité au feu des parois devra être restitué à l'identique. Dans tous les cas, les zones sondées ne devront pas présenter après coup de caractère dangereux.

Essais in situ et en laboratoire :

Les essais in situ et en laboratoire devront être conformes aux normes en vigueur.

Investigation et sécurité :

La réalisation des sondages sera effectuée en site occupé. Il sera tenu une réunion de coordination avec le responsable du site, le maître d'ouvrage et le titulaire du présent marché, afin de planifier au mieux les interventions. La tenue de cette réunion et l'ensemble des dispositions relatives à la sécurité sont réputés incorporées dans l'offre. Dans le cas présent, les prestations se dérouleront de préférence

lorsque les locaux sont inoccupés.

L'entreprise prévoira toutes les protections nécessaires à la sécurité des personnes et l'établissement d'un plan de prévention. Afin de limiter les contraintes vis-à-vis du fonctionnement du site lors de l'exécution des sondages, le prestataire établira, en concertation avec le responsable, un plan de prévention définissant les conditions d'intervention et les mesures à prendre en vue de prévenir d'éventuels risques.

L'entreprise retenue devra en outre impérativement remettre au maître d'ouvrage, avant tout début d'intervention :

- Le plan de prévention (cf. code du travail section 2, article R237-7)
- L'entrepreneur veillera à répartir le type des sondages en fonction des objectifs recherchés et joindra à l'appui de son offre le schéma d'implantation des sondages envisagés, ainsi que le détail des investigations que le laboratoire jugera nécessaire de mener.

L'ingénieur qualifié présent sur le site lors des épreuves, jugera au vu des résultats bruts obtenus, de l'utilité d'ajouter des investigations par rapport à la proposition de base afin d'obtenir des conclusions précises, avant repli du matériel, sans qu'aucune réclamation financière ne puisse être émise par ses soins.

4. DESCRIPTION DES MISSIONS

L'objectif est de réaliser un diagnostic et une étude technique afin de déterminer si les structures des bâtiments A, B, D, G, H et I présentent des défaillances et de faire apparaître les principes structuraux du bâtiment afin de permettre de connaître votre avis sur la pérennité des structures et la sécurité au sein des CRS.

- Réaliser une campagne de reconnaissance comprenant des visites de site ;
- Recherche documentaire sur les dates de construction des bâtiments.
- Recherche documentaire sur les règlements de calcul au moment où le bâtiment était construit.
- Etude des caractéristiques physiques et mécaniques du béton par rapport à l'époque de la construction. Adaptation des normes de construction de l'immeuble aux normes actuelles.
- Relevés des sections des poutres poteaux.
- Réaliser une campagne d'investigations sur site comprenant un relevé visuel ;
- Déterminer l'état sanitaire des structures (présence d'humidité et autres).
- Réaliser les tests et sondages adéquats. Les carottages et sondages seront inventoriés sur un plan du site. (Prévoir la remise en état après sondage)
- Réaliser toute investigation que le titulaire jugera nécessaire et essentielle à la bonne réalisation de la présente mission.

Vérification de la capacité portante des planchers suivant les résultats des sondages et en étant compte de la nature des planchers de leur épaisseur de la section des armatures des dalles de compression et des poutrelles.

- Vérification de l'état de conservation de l'ossature, des poteaux métalliques de la façade.
- Détermination de la nuance des aciers par un labo spécialisé.
- Vérification de l'état de protection des profilés métalliques : galvanisé ou pas.
- Précision sur les types de profilés ; HEA, UPN, IPE....
- Sondages des parois pour confirmer leur caractère porteur ou non.
- Vérification par calcul des contraintes et déformation dans les dalles et les poutrelles.
- Vérification de la solidité des ouvrages.

Bois :

- Réaliser des sondages destructifs (investigations et analyse) des éléments bois et dérivés de bois.

Métal :

- Réalisation d'une analyse technique de la résistance mécanique des structures en place :
 - Relevé de dimensions.
 - Constitution des assemblages.
 - Détermination de la hauteur sous poutre des poteaux
 - Fourniture de schémas de principe : vue en coupe et plan des éléments principaux et leurs assemblages.
 - Réalisation d'une inspection visuelle et géométrique permettant de relever les pathologies mécaniques de l'acier : déformation ou endommagement, oxydation anormalement importante.
 - Détermination de la capacité portante en Tonne (des éléments en bon état et des éléments ayant subis une perte de section)

Béton :

- Déterminer la nature des fissures potentielles :
 - Réaliser un repérage des fissures potentielles ou déformations structurelles, leur nature et classification par rapport à la solidité des ouvrages et leurs conséquences structurelles.
 - A l'aide de radar, FERROSCAN ou de tout procédé équivalent, déterminer la structure du génie civil, les épaisseurs de béton, les enrobages et la taille des ferrillages.
 - Réaliser des sondages ou des carottages destructifs si nécessaires, avec un plan de localisation
 - Réaliser des essais en laboratoire sur les carottes réalisées comprenant (liste non-exhaustive) :
 - Détermination de la résistance mécanique des bétons mis en œuvre
 - Réalisation de tests à la phénolphthaléine ainsi que de mesures de pH
 - Réalisation de tout essai que le titulaire jugera nécessaire et essentiel à la bonne réalisation de la présente mission

Ces tests seront à réaliser sur le béton structurel et non sur l'éventuel revêtement (mortier de ciment ou autre) présent. Le test à la phénolphthaléine devra être effectué jusqu'à une profondeur égale à l'enrobage + 30mm. L'enrobage sera déterminé par la mise à nue des premiers aciers à proximité de la surface. Un repérage préalable des aciers par radar ou FERROSCAN ou similaire est à prévoir.

- Réaliser toute investigation que le titulaire jugera nécessaire et essentielle à la bonne réalisation de la présente mission.
- Note de calcul justifiant les conclusions.
- Réaliser un rapport (avec photographies) de diagnostic des structures des bâtiments A, B, D, G, H et I comprenant :
 - Une analyse et interprétations des résultats obtenus suite aux investigations, sondages, tests et essais.
 - Le rapport déterminera les caractéristiques structurelles des constructions (porteurs verticaux et porteurs horizontaux), la description détaillée de la structure porteuse du bâtiment et leurs degrés de stabilité.
 - Une proposition des éventuels renforcements et/ou réhabilitations à envisager (observations, recommandations et identification des bâtiments à garder, à démolir, à transformer/renforcer).
 - Un classement des travaux à réaliser suivant leur degré d'urgence (avec une analyse des risques) ; des solutions efficaces (une ou plusieurs) astucieuses et peu onéreuses pour remédier aux désordres devront être proposées. Le rapport devra donc définir les principes de reprise et de restructuration des ouvrages structurels.
 - Le prestataire devra proposer 2 scénarios (un à court terme : qui permettra de sécuriser en urgence, l'autre sur du long terme) pour une sécurisation pérenne, et étudier pour chacun d'eux les avantages et les inconvénients en termes de travaux et de coûts estimés.
 - Néanmoins, les conclusions du diagnostiqueur ne donneront pas une solution de reprise des structures qu'il aura choisie en fonction de sa propre démarche intellectuelle mais les différentes solutions susceptibles d'être abordées par les maîtres d'œuvre et entreprises.
- Réaliser un rapport supplémentaire (avec photographies) de diagnostic de la structure du bâtiment B.
 - Le rapport de synthèse sera remis en 2 exemplaires papiers et 1 exemplaire sur support numérique dans les formats informatiques standards (PDF).

- Reconstitution des plans de structure des 6 bâtiments A, B, D, G, H et I à partir des relevés que vous aurez à faire sur place.
- Proposer des préconisations de renforcement et/ou de réhabilitation et définir une estimation avec un prix détaillé des travaux à entreprendre selon les scénarios.
- Donner un avis sur la pérennité de la structure et la sécurité des utilisateurs au sein du site des CRS. L'avis du diagnostiqueur devra indiquer clairement, si un local ou une pièce peut être mise en service ou doit être condamné car la structure (bois, béton ou métallique) est trop atteinte.

Le diagnostiqueur fournira des avis argumentés, fondés sur ses constats et ses analyses effectuées, et faisant référence aux recommandations réglementaires.

Pour l'exécution de sa mission, le BET structure devra adapter au mieux les méthodes et le type de matériel à utiliser à la situation du lieu des investigations. Le titulaire, préalablement à toute intervention, prendra connaissance auprès du représentant du maître de l'ouvrage des conditions particulières du site. Les relevés et diagnostic structure se feront en milieux occupés et ne devront pas gêner les départs des pompiers en intervention.

4.1 DESIGNATION DES INTERVENANTS

4.1.1 MAITRE DE L'OUVRAGE (MOA) ET CONDUITE DE L'OPERATION

PREFECTURE DE POLICE

Direction de l'immobilier et de l'environnement
Département construction Secteur 3
1bis rue de Lutèce 75 195 Paris Cedex 04

Conducteur d'opération :

David VU-SAINTONGE
david.vu-saintonge@interieur.gouv.fr
06 76 38 76 63

4.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI applicable. En cas de contradiction ou de différence, les pièces prévalent par ordre de priorité décroissante.

Pièces particulières :

- Le présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE-CCP) et ses annexes :
 1. Décomposition du prix global et forfaitaire ;
 2. Règlement de consultation
 3. Les plans
 4. Convention d'inter-change EDIFLEX PI ;

En cas d'incohérence entre les annexes financières et les renseignements figurant à l'AE/CCP, ce dernier prévaut.

- L'ensemble des pièces techniques contenues dans le dossier de consultation.

En tout état de cause, en cas de contestation entre les pièces du cahier des charges énoncées au paragraphe ci-dessus, les dispositions les plus favorables à la maîtrise d'ouvrage s'appliquent.

- L'offre technique du titulaire, le cas échéant complété par les éléments apportés à l'issue des négociations.

Nota bene : En cas de négociation, les pièces contractuelles sont celles fournies par le candidat attributaire à l'issue des négociations. Ce dernier ne pourra se prévaloir des pièces fournies avant négociation.

Pièces générales non fournies :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'arrêté du 30 septembre 2021 modifiant les cahiers des clauses administratives générales des marchés publics ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de contrôle technique (décret n°99-443 du 28 mai 1999) ;
- L'arrêté du 22 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R111-19-21 et R111-19-24 du Code de la construction et de l'habitation et modifié par l'arrêté du 3 décembre 2007 ;
- L'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants ;
- Le décret n°2011-604 du 30 mai 2011 relatif à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique à établir à l'achèvement des travaux de bâtiment d'habitation neufs ;
- Le décret n°2011-544 du 18 mai 2011 relatif aux attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiment ;
- Le décret 72-1120 du 14 décembre 1972 relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures aux règlement et normes de sécurité en vigueur, modifié par le décret 2010-301 du 22 mars 2010 ;
- Les lois, décrets, arrêtés, prescriptions du Code de la commande publique, du Code du travail, du Code de la santé publique, du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'urbanisme, de l'inspection du travail, de la CRAMIF et de l'OPPBT ; les normes homologuées en France (NF et EN), les cahiers DTU (cahiers des charges, cahiers des clauses techniques, cahiers des clauses spéciales, y compris additifs, etc.), les règles de calcul DTU, les avis techniques et cahiers du CSTB en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives, réglementaires et normatives au regard de la mission qui lui est confiée (objet du présent marché) et accepter sans restriction, ni réserve, l'ensemble des dispositions contenues dans les pièces du marché.

Ces textes sont ceux en vigueur lors du mois M0 tel que défini dans le présent acte d'engagement.

Pièces opposables au titulaire, l'inverse n'étant pas vrai :

A l'appui de son offre, le titulaire présente des documents qui constituent des engagements unilatéraux ou dispositions de sa part, à l'égard du maître d'ouvrage qui peut, par conséquent, exiger à tout moment leur strict respect.

En revanche, il ne lui confère aucun droit, de sorte que ce dernier ne peut s'en prévaloir d'une quelconque manière. Tout engagement unilatéral ou disposition prévue dans l'offre du titulaire et dont le pouvoir adjudicateur estime, de sa seule décision souveraine, quelle lui est moins favorable au regard des clauses et stipulations du cahier des charges, des documents particuliers et généraux du marché ne peut être sujette à réclamation.

Ces engagements unilatéraux et dispositions peuvent être notamment compris dans les documents suivants :

- L'offre technique du candidat (projet, note méthodologique, mémoire technique...) ;
- Les réponses apportées aux éventuelles demandes de précisions pendant la procédure.

Les originaux de ces documents, détenus par le maître d'ouvrage, font seul foi en cas de difficulté.

5. FORME DU MARCHE

5.1 MODE DE DEVOLUTION

Le marché n'est pas alloti.

5.2 TRANCHES OPTIONNELLES

Le marché ne comporte pas de tranche optionnelle.

5.3 VARIANTES

Le marché ne comporte pas de variante, ni à l'initiative de l'acheteur, ni à l'initiative du candidat.

6. CONTENU DES PRIX

6.1 NATURE DES PRIX

Les prix sont libellés en euros et sont réputés comprendre toutes les charges liées à l'exécution et les contraintes des prestations définies au cahier des charges, toutes charges du titulaire, y compris les frais généraux, les frais d'assurance, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents. Les prix doivent en outre assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur lors du fait générateur au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Les prix sont mentionnés au présent marché et repris dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

6.2 OFFRE DE PRIX

L'offre de prix, forfaitaire, exprimée en euros, ainsi que les taux proposés sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédant le mois de remise des offres (mois M0).

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de la mission.

L'enveloppe budgétaire prévisionnel des travaux, allouée par le maître d'ouvrage devra être chiffré par le prestataire dans le cadre de son marché et des missions.

Le forfait de rémunération du marché de prestataire pour la présente mission est réputé définitif.

Le montant forfaitaire définitif proposé est :

[illegible]

Taux TVA (%): %

Montant TVA (€): | | | | | | | | , | | €

Montant TTC (€):

							,			€ TTC
--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	-------

Montant TTC (€) en toutes lettres : _____

Le mois M0 est le mois précédant la date de remise des offres tel qu'indiqué en première page du présent document.

La durée de validité de l'offre est de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.
L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

6.3 REPARTITION DES MONTANTS ET INDIVIDUALISATION DES PAIEMENTS EN CAS DE GROUPEMENT

En cas de groupement conjoint, le prix est réparti entre les cotraitants de la façon suivante :

Répartition des paiements	Objet de la prestation	Part (%)	Montant € HT	Montant € TTC
Mandataire :				
Cotraitant 1 :				
Cotraitant 2 :				

7. EXECUTION DU MARCHE

7.1 CONTENU DES PRESTATIONS

Le présent marché est soumis au Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019.

La mission du Prestataire en charge de l'étude de faisabilité comprend :

- L'étude telle que détaillée au §5.3.1
- La/les visite(s) de site,
- Les temps d'échange avec le pouvoir adjudicateur,
- Une réunion intermédiaire,
- Une réunion de restitution de l'étude

À ce titre, il sera demandé au titulaire du marché de s'entourer des compétences nécessaires pour :

- Vérifier la faisabilité du programme au regard de l'ensemble des réglementations en vigueur et notamment le PLUi, les référentiels, l'accessibilité handicapés et la réglementation incendie.
- Prendre en compte les objectifs de développement durable et de qualité environnementale dès le début de ses études avec des niveaux de performance à définir selon les cibles
- Prendre en compte de l'environnement et le coût global de l'opération afin de permettre au maître d'ouvrage de faire des choix rationnels, évaluer l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération toutes dépenses confondues en adéquation avec le projet.

7.2 DEROULEMENT DE LA MISSION

La mission est décomposée en 1 phase déclenchée par ordre de service. Le début d'une sous-phase implique la validation par le maître d'ouvrage de la sous-phase précédente.

7.3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

7.3.1 DUREE DU MARCHE

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG-PI, le marché court à compter de la date de démarrage figurant à l'ordre de service de la phase 1 du marché.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, l'ajournement ou le rejet par le pouvoir adjudicateur des documents d'étude ne sont pas réputés proroger les délais maximums, sauf décision contraire expresse du pouvoir adjudicateur. Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

7.3.2 DELAIS D'EXECUTION DES MISSIONS

Le Prestataire doit accomplir chacune des missions qui lui sont confiées par le présent marché dans le cadre des délais contractuels ci-après. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations du présent marché selon les délais suivants :

- Phase 1 : 4 semaines avec rendu intermédiaire sous 15 jours à compter de l'OS de démarrage de la mission.

L'ensemble des délais ci-dessous sont : calendaires. A titre indicatif, le démarrage de la mission est prévu pour début janvier 2024.

7.4 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs phases techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces phases, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques de la mission. Celles-ci sont définies à l'article 9.4 du présent document.

La demande d'arrêt des prestations à l'initiative du titulaire ne peut donner droit à l'arrêt des prestations et doit être acceptée par le pouvoir adjudicateur, lequel peut ordonner la poursuite des prestations objet du marché.

7.5 ACHEVEMENT DE LA MISSION

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques de la mission.

Par précision apportée à l'article 22 du CCAG-PI, la demande d'arrêt des prestations à l'initiative du titulaire ne peut donner droit à l'arrêt des prestations et doit être acceptée par le pouvoir adjudicateur, lequel peut ordonner la poursuite des prestations objet du marché.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

Le cas échéant, la mission s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement et ses prolongations éventuelles.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le maître de l'ouvrage, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

7.6 LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations est : *ᄁāyᄁövf Saēj Lfᄁpjöŕ' Vgñ ž,,*

7.7 MARCHE SIMILAIRE

Le pouvoir adjudicateur peut passer avec le titulaire un marché sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires, conformément aux dispositions prévues à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

8. MODALITE D'EXECUTION DU MARCHE

8.1 REPRESENTANT DU TITULAIRE

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne fin. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une équipe de personnes compétentes, dont il transmet les profils au pouvoir adjudicateur et dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Les curriculum-vitae des personnels de titulaire affectés à l'exécution de chaque élément de mission sont joints à l'offre technique du titulaire.

Le titulaire garantit que le personnel proposé dispose des connaissances et compétences nécessaires et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations. Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'affectation d'un même intervenant à l'exécution d'une prestation sur un même dossier est une condition déterminante de sa bonne exécution.

A ce titre, et sauf en cas de maladie ou accident de l'intervenant justifiant que le dossier soit pris en charge par un remplaçant d'expérience et de compétence au moins équivalentes, le titulaire assure la continuité de suivi d'un même dossier par un même intervenant. Dans le cas où un remplaçant s'avèrerait nécessaire, les références de celui-ci seront soumises au pouvoir adjudicateur qui sera seul juge pour apprécier et valider cette candidature.

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un interlocuteur unique ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du marché. Celui-ci a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations.

Identification de l'interlocuteur unique :

	Nom, prénom	N° de téléphone	Mail
Principal			
Suppléant			

En cas de changement d'un interlocuteur, le titulaire doit en aviser le pouvoir adjudicateur au moins dix (10) jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique les motifs de cette modification, ainsi que les profils et les compétences du remplaçant ; et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le remplaçant, s'il estime que son profil n'est pas équivalent, à celui de l'intervenant initial.

Dans ce cas, le titulaire doit présenter un remplaçant adéquat dans les cinq (5) jours ouvrés, suivant le refus du pouvoir adjudicateur ; de telle sorte que le bon déroulement des actions engagées, ne soit pas compromis.

Les éventuels coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire ; qui traite également les éventuels litiges de toute nature avec son personnel ; qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus du pouvoir adjudicateur.

En tout état de cause, il appartient notamment au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité requis prévus dans les documents contractuels

régissant le présent marché.

8.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles formes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

8.3 CLAUSES DE REEXAMEN

Le présent marché ne comporte pas de clauses de réexamen.

9. PENALITES

Cet article déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG-PI.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Les pénalités peuvent être utilisées chaque mois de façon répétitive. Chaque pénalité peut être appliquée au moment de la constatation du manquement ou au moment du décompte général du marché.

Il n'est pas prévu d'exonération de pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € HT pour l'ensemble des pénalités du présent marché. L'ensemble des pénalités s'entend net de taxes.

Sauf dérogation, les délais prévus sont calendaires et courent à compter du lendemain de la réception de la commande, ou de la date de départ prévue. Si un délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

Toutes les pénalités sont non révisables. Toutes les pénalités sont en jours calendaires.

9.1 PENALITES DE RETARD

En cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des prestations prévues au marché, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité applicable pour chaque retard à compter du dernier jour du délai maximum indiqué à l'article 5.3.2 de 100 € HT par jour de retard.

9.2 PENALITE POUR DEFAUT DE CONFORMITE DU MARCHE

Le montant de la pénalité pour non atteinte des objectifs (livrables, délais, moyens, résultats, respect des objectifs, etc.) prévus au présent marché est de 300 € HT (par manquement constaté).

9.3 PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Le titulaire informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités,

ou rompre le contrat sans indemnité aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8824-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

9.4 PENALITES LIEES A DES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

- Attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail :
En cas de retard de production de document dans un délai de 8 jours à la demande du pouvoir adjudicateur, il est appliqué une pénalité de 100 € HT par jour de retard jusqu'à la production de la pièce nécessaire à la régularisation du marché
- Documents justifiant de la régularité d'un détachement de salarié :
En cas d'absence de production ou de production tardive des pièces justifiant de la régularité du détachement du salarié, il est appliqué une pénalité de 100 € HT par jour de retard à compter de la date effective du détachement.

10. REGIME FINANCIER

10.1 AVANCE

Il n'est versé aucune avance

10.2 VARIATION DES PRIX

Les prix sont non révisables, non actualisables

10.3 MODALITES DE PAIEMENTS

Les prestations du contrat sont réglées par acomptes successifs.

10.3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

Pour chaque élément de mission, le règlement des comptes est effectué conformément aux articles 11 et 12 du CCAG-PI suivant le détail ci-après.

Phase 1

Pour chaque élément de mission, les prestations sont réglées conformément au détail de prix de l'annexe 1 et à la répartition suivante :

Soit :

- 80% de l'élément de mission à la date de remise de l'ensemble des livrables ;
- 20% de l'élément de mission à la validation de cet élément par le pouvoir adjudicateur.

10.3.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-PI, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet de paiements partiels définitifs, dont la fréquence et le montant sont déterminés ci-avant.

10.3.3 MODE DE REGLEMENT

Le règlement des comptes est effectué conformément aux dispositions des articles 11 et 12 du CCAG-PI, complétés des dispositions de la convention d'inter-change, annexée au présent marché.

Pour le paiement des sous-traitants, il est fait application de l'article L.2193-10 du Code la commande publique.

La gestion des paiements sera dématérialisée par le recours à une plateforme d'échanges que le maître d'ouvrage aura mise en place. Le recours à cette plateforme est obligatoire, sauf demande expresse du maître d'ouvrage de présenter des demandes de paiement sous une autre forme. Le non-respect de cette modalité de dépôt des demandes de paiement entraînera automatiquement leur rejet.

Le titulaire présente ses projets de décompte et demandes d'acompte mensuel, ainsi que les factures de ses sous-traitants agréés et admis au paiement direct, par le biais de la plateforme EDIFLEX. La connexion au service est accessible à l'adresse suivante :

<https://www.ediflex.com/Login.jsp>

Le mode opératoire de connexion sera communiqué après la notification du marché.

La saisie des avancements constatés à chaque fin de mois sur la DPGF dématérialisée (ou sur la DPGF dématérialisée synthétique accompagnée, en pièce jointe, de la DPGF complète du marché avec ses avancements – au format .pdf, .xls, etc.) revêtira pleinement la valeur d'une remise de projet de décompte soumis à la validation du maître d'ouvrage.

Au préalable, le titulaire aura procédé à la « renormalisation » de la DPGF/DQE au format .slk pour injection dans EDIFLEX ou à la création de la DPGF/DQE identique au marché directement dans l'environnement web de la plateforme EDIFLEX.

Le délai de paiement court à partir de la date de la validation pour envoi à la maîtrise d'ouvrage des avancements, valant projet de décompte, conformément au cahiers des charges et non sujette à contestation ou rectification dans EDIFLEX.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général dans un délai de trente jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte final transmis par le titulaire ou dans un délai de 10 jours à compter de la publication de l'index définitif permettant la révision du solde, si elle est postérieure.

Les détails du service EDIFLEX sont décrits dans la convention d'inter-change en annexe du présent marché.

EDIFLEX sera interfacé avec le portail de transmission CHORUS PRO « travaux », conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et sans préjudice des évolutions réglementaires et législatives à venir. Pour ce faire le titulaire devra avoir réalisé les prérequis logiciels au raccordement :

- 1) Disposer d'un accès à CHORUS PRO (lié à l'identification SIRET) :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

- 2) Créer un utilisateur technique lié au compte CHORUS PRO :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/creation-dun-compte-technique-pour-un-acces-api-en-production/>

Le titulaire fournira au maître d'ouvrage les identifiants de l'utilisateur technique (2°) afin que ce dernier implémente le raccordement dans EDIFLEX :

- Le code structure (SIRET) ;
- Le login de l'utilisateur technique
- Le mot de passe de l'utilisateur technique.

Le login et le mot de passe de l'utilisateur technique ne permettent pas à un tiers d'accéder au compte CHORUS PRO du titulaire mais seulement à EDIFLEX et CHORUS PRO de communiquer lors des dépôts

de situations. Les accès au compte CHORUS PRO demeurent privés.

Le titulaire ne devra en aucun cas faire de dépôt de situations dans CHORUS PRO directement, sans passer par EDIFLEX.

Le maître d'ouvrage pourra toutefois décider unilatéralement de ne pas mettre en place la gestion dématérialisée des paiements décrite ci-dessus. A sa demande expresse et seulement dans ce cas-là, le circuit de présentation des projets de décompte par le titulaire sera celui décrit ci-dessous. En tant que de besoin, le titulaire joindra à son projet de décompte une copie des factures des sous-traitants.

- Soit, les factures ou situations seront déposées directement sur le portail CHORUS PRO « module travaux » (circuit dématérialisé CHORUS PRO travaux) ;
- Soit les factures ou situations seront adressées en lettre recommandée avec accusé de réception à une adresse qui lui aura été communiquée (circuit physique).

Les factures sont établies par le titulaire en langue française et portent au moins les indications suivantes :

- L'identification du maître d'œuvre : raison sociale, adresse et SIRET ;
- La date d'émission de la facture et numéro de facture ;
- Le service bénéficiaire de la prestation service prescripteur ;
- Le numéro de référence et date du bon de commande ;
- La désignation des prestations ;
- Le décompte des sommes dues ;
- La nature des prestations ;
- Le prix de base hors révision et hors taxes, le montant de la TVA et le montant TTC.

La date de réception de la facture par le maître d'ouvrage ne peut en aucun cas être antérieure au service fait.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

Un RIB conforme à celui indiqué lors de la notification est joint à l'envoi. En cas de changement de RIB en cours d'exécution du marché, celui-ci doit être transmis sans délai au maître d'ouvrage afin d'éviter toute rupture dans les paiements.

10.3.4 DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$Im = Mx \frac{J}{365} x \text{Taux Im} + F$$

Dans laquelle :

- Im : montant des intérêts moratoires
- M : montant TTC de la demande de paiement
- Taux Im : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- F : forfait de 40,00 € de frais de recouvrement

10.3.5 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire du marché et à ses sous-traitants (en cas de sous-traitance déclarée lors de la remise de l'offre) ;
- Le cas échéant, au titulaire mandataire du marché, ses cotraitants et leurs sous-traitants (en cas de sous-traitance déclarée lors de la remise de l'offre).

10.4 NANTISSEMENT ET CESSION DU MARCHE

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles L2191-8, R2191-45 à R2191-63 et R2193-20 du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant d'un marché.

11. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

11.1 REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE RELATIF AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES

En complément de l'article 33 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à informer l'acheteur, au fur et à mesure de l'exécution du marché, des connaissances antérieures mises en œuvre pour la réalisation de l'objet du marché et du régime des droits y afférent. Les droits afférents aux connaissances antérieures sont concédés dans les conditions de l'article 33.2 du CCAG-PI.

11.2 PRIX DE LA CESSION DES DROITS

La cession des droits de propriété intellectuelle est comprise dans le prix forfaitaire prévu du marché.

12. DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage.

Le titulaire remet au maître d'ouvrage une déclaration de sous-traitance (formulaire DCA téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600,00 € TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

12.2 GARANTIE CONTRACTUELLE

Le délai de garantie est prévu conformément aux stipulations de l'article 30 du CCAG-PI.

12.3 ASSURANCES

Assurance à la charge du titulaire

Dans un délai de **15 jours**, à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités de l'article 1792, 1792-2 et 2270 du Code Civil. Il doit souscrire une police supplémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante. Le titulaire supporte toute surprime éventuelle due à une absence ou insuffisance de garantie.

Aucune intervention ne devra être lancée avant la délivrance de ces deux attestations.

Assurance de responsabilité civile

Le titulaire, et le cas échéant le sous-traitant, doivent être garantis par une police d'assurance destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif.

Attvbaödf ef íaßaöüf ēgöf ööarf

Le titulaire doit être garanti par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil.

Attvbaödf tpvtöbŭf s aßnaöi fŭvß

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire une police « Dommages-ouvrages » et une police « Risques chantier ». Si le maître d'ouvrage souscrit une police « Dommages-ouvrages », le titulaire lui fournit les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

12.4 STIPULATIONS DIVERSES

Absence ou insuffisance de garantie

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées, par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître de l'ouvrage et, en toute hypothèse, les surprimes, qui en résultent éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit, sont intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui sont dues au titre de son marché.

De même, le titulaire supporte toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

12.5 OBLIGATION DE VIGILANCE

Le titulaire remet :

- 1) Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés, et dans l'affirmative :
 - Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;

- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- 2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et, dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
 - Sa date d'embauche ;
 - Sa nationalité ;
 - Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
 - 3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :
 - Le certificat social URSSAF ;
 - Une attestation fiscale ou de régularité sociale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).
 - 4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :
 - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).
 - 5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

12.6 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

12.7 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conforment au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conforme strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

En effet, les informations à caractère personnel demandées dans le document de consultation des entreprises sont obligatoires et leur absence compromettrait la candidature, qui deviendrait irrégulière.

Suite à la fourniture du dossier de candidature et de l'offre des soumissionnaires, les informations nécessaires sont enregistrées dans un fichier informatisé par le maître d'ouvrage, au sein de la Direction de l'Immobilier et de l'Environnement et du bureau des marchés immobiliers de la préfecture de Police de Paris. Les données transmises seront utilisées dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat. Les informations personnelles sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix (10) années.

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises sont mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants. Les sous-traitants en question sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le propriétaire des données personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement.

En signant le présent marché, le titulaire accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par le maître d'ouvrage.

12.8 RESILIATION

Quelle que soit sa cause, la résiliation du contrat n'a d'effet que pour l'avenir.

Lorsque le maître d'ouvrage est à l'initiative de la résiliation, celui-ci s'engage à régler au prestataire les prestations à réaliser et les dépenses engagées avant la réception de la lettre de mise en demeure, jusqu'à la date de cessation du contrat, sur justificatifs, sans préjudice de toute autre indemnité qui pourrait éventuellement être réclamée.

Par ailleurs, chacune des parties restitue à l'autre l'ensemble des éléments qu'elle a pu obtenir de l'autre partie pour l'exécution du contrat et qui sont devenus sans objet du fait de la résiliation.

En cas de résiliation pour faute notifiée au titulaire du marché, ce dernier doit prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision.

Résiliation pour motif d'intérêt général

A tout moment, l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

Résiliation pour faute

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 32.1 du CCAG-PI. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

12.9 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis, pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché au :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

7, Rue de Jouy

75 181 PARIS cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

13. CONFIDENTIALITE

13.1 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

En application de l'article L.2132-1 de la partie législative du code de la commande publique, le titulaire s'engage à respecter strictement la confidentialité des documents mis à disposition par la personne publique. Le présent engagement de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

Tous les documents fournis par la personne publique dans le cadre de la procédure de passation du marché, et ce de quelque nature qu'ils soient, restent la propriété de la personne publique. Les documents et informations de toute nature produits ou émis par la personne publique lors de la procédure de passation sont réputés confidentiels et ne sauraient être divulgués à des tiers.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles et nécessaires afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

En outre, par application de l'article L.2132-1 de la partie législative du code de la commande publique susvisée, le titulaire s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation ;
- Ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par la personne

- publique à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre de la procédure ;
- Ne pas communiquer les documents, informations et fichiers transmis par la personne publique à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre de la procédure ;
- Ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par la personne publique à l'issue de la procédure de passation du marché en procédant à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- N'émettre aucune réserve sur le présent engagement de confidentialité.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations précédentes et à les faire respecter par son personnel ainsi qu'à ses cotraitants et ses sous-traitants, le cas échéant.

La personne publique se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

13.2 CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- Les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- Les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- Garantir leur confidentialité ;
- Limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- Signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

14. MESURES DE SECURITE

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité, indiquées dans les documents particuliers du marché, s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions particulières de sûreté, le titulaire est tenu de respecter ces mesures.

Il ne peut prétendre de ce chef, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont aussi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

15. DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-PI sont les suivantes :

Article du présent AE-CCP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire – objet de la dérogation
4.2	4.1	Documents contractuels
7.3.1	13.1	Début de l'exécution du marché
	29.2.1	Délai d'ajournement et de rejet de documents d'études
9	14.1 et 14.1.3	Pénalités pour retard
10.3.1 10.3.2 10.3.3	11 et 12	Modalités de paiements

16. SIGNATURES

A _____, le ____ / ____ / _____

Le (ou les) candidat(s) : représentant(s) habilité(s) pour signer le marché

Cachet et signature

A _____, le ____ / ____ / _____

Le pouvoir adjudicateur :

Cachet et signature

17. NOTIFICATION

En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché »

A _____, le ____ / ____ / _____

Signature du titulaire

En cas d'envoi en recommandé avec accusé de réception postal ou électronique, l'avis de réception est annexé au présent document.

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION – NE PAS COMPLETER

FORMULE D'ORIGINE :

Copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire, pour être remise à l'établissement de crédit, en cas de cession ou de nantissement de créance consenti, conformément à la loi n°81-1 du 2 Janvier 1981 modifiée, facilitant le crédit aux entreprises, en ce qui concerne (cocher la/les case(s) correspondante(s)) :

☐ **La totalité du marché** pour un montant de : _____ (TVA : ____%),

Soit (en toutes lettres) : _____

Et devant être exécuté par l'entreprise _____

☐ **La partie des prestations** évaluées à : _____,

Soit (en toutes lettres) : _____

Et devant être exécuté par l'entreprise _____

En qualité de :

☐ Cotraitant

☐ Sous-traitant

A _____, le ____ / ____ / ____

Le pouvoir adjudicateur :

Cachet et signature